



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le développement des pays du Tiers-Monde et l'agriculture européenne

Mr Albert Simantov

Citer ce document / Cite this document :

Simantov Albert. Le développement des pays du Tiers-Monde et l'agriculture européenne. In: Économie rurale. N°222, 1994. 48 heures - 48 thèses d'Économie et de Sociologie Rurales. p. 49;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4664>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_222_1_4664

Fichier pdf généré le 26/03/2019

POINT DE VUE

LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE ET L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Albert SIMANTOV*

Dans son "Point de vue" publié dans notre revue sous le titre "*Economie globale, alimentaire, agricole et rurale*" (*Economie Rurale* n° 219, janvier-février 1994), Louis Malassis démontre comment la conquête de nouveaux débouchés pour l'agriculture française et européenne passe par la réduction de la pauvreté dans le monde. "C'est incontestablement dans le développement économique, créateur de pouvoir d'achat et de produits et non dans l'aide alimentaire que réside l'avenir du Tiers-monde" dit-il et j'ajouterais notre propre avenir.

Beaucoup de personnes, pour des raisons diverses, ont utilisé, au cours des trente dernières années, la faim dans le monde comme argument pour aller dans le sens d'une croissance – dirai-je incontrôlée – de la production agricole européenne. Et on ne peut qu'être complètement d'accord avec Louis Malassis lorsqu'il dit qu'il est "nécessaire de détruire un raisonnement de facilité" et de "cesser de confondre marché potentiel et marché réel". Or, c'est sur ce dernier point que je souhaiterais ajouter quelques considérations supplémentaires.

Pour que des pays du Tiers-monde et aussi de l'Est, qui ne disposent pas de la capacité de produire des aliments dans des quantités correspondant à leurs besoins, puissent acquérir sur le marché mondial le complément d'aliments nécessaires, il est impératif qu'ils puissent exporter ce qu'ils sont capables de produire dans des conditions concurrentielles. Ces produits peuvent être agricoles, mais surtout industriels, et de plus en plus il s'agira aussi de services que la technologie de l'information et de la communication aura permis de rentrer dans des circuits mondialisés.

Il est vrai que de tels produits et services exportables pourront trouver une place accrue dans les pays du Tiers-monde eux-mêmes si l'intégration économique à l'échelle régionale pouvait devenir enfin une réalité. Mais il ne faut pas se faire d'illusions. C'est vers les pays industrialisés, Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon essentiellement que les pays du Tiers-monde devront exporter leurs surplus exportables. Qu'on le veuille ou non ces exportations concurrenceront nos produits sur nos propres marchés et accroîtront la pression à poursuivre l'ajustement structurel auquel tous les gouvernements se sont résignés.

Or nous assistons depuis quelque temps à un débat d'inspiration protectionniste contre ces fameuses "délocalisations" d'activités économiques vers d'autres pays notamment asiatiques. Des propositions de toute sorte, sous le couvert de "clauses sociales", tendent à écarter les produits gênants ou tout au moins à contingenter leur arrivée sur nos marchés. Obliger ces pays à relever de manière excessive la rémunération de leur main-d'œuvre n'aurait comme effet que d'accélérer le remplacement de cette main-d'œuvre par le capital, et d'augmenter par conséquent le chômage et les disparités angoissantes entre ceux d'entre eux qui travailleraient et ceux qui n'auraient pas de travail.

Il me paraît qu'il est de l'intérêt de l'agriculture européenne et notamment française d'œuvrer pour une plus grande ouverture de nos marchés, notamment des produits manufacturés, aux exportations des pays du Tiers-monde, faute de quoi les perspectives d'accroître nos débouchés agricoles resteraient une illusion. Il pourrait être tentant pour l'agriculture européenne de conforter ses demandes protectionnistes en se servant des tendances protectionnistes qui se font jour dans certains autres secteurs économiques, mais il faudrait que nos responsables politiques et syndicaux sachent qu'ils priveraient ainsi l'agriculture européenne de son seul débouché potentiel important. Je pense qu'il est utile et nécessaire de rappeler toujours ce lien étroit entre, d'une part mondialisation et libéralisation des échanges industriels et des échanges de services et, d'autre part, possibilité pour l'agriculture européenne de ne pas être contrainte à réduire son potentiel de production, voire même sa production actuelle.

Je suis d'accord avec Louis Malassis pour condamner le libéralisme sans contrainte aucune, mais "la régulation par le marché à l'intérieur d'institutions qui donnent un sens à cette régulation" comme il l'affirme devrait être conçue de manière à permettre aux pays du Tiers-monde de devenir des marchés solvables en facilitant – et non en restreignant comme certains le souhaitent – leurs exportations tant agricoles qu'industrielles. Cet accroissement des exportations en provenance des pays du Sud et de l'Est n'est-il pas aussi le meilleur moyen d'éviter des flux migratoires que tout le monde semble craindre ?

* Ancien Président de la SFER.